

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 1139 (91 — 695)

30 JANUARI 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot vaststelling van inwerkingtreding van de artikelen 31 tot 33 van het decreet van 21 december 1990 betreffende het bestuurlijk beleid. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 55 van 19 maart 1991, in de Nederlandse en de Franse tekst, op bladzijde 5569, dient in het opschrift en de aanhef van bovengenoemd besluit de datum van het decreet betreffende het bestuurlijk beleid te worden vervangen door 12 december 1990.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 91 — 1139 (91 — 695)

30 JANVIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif flamand fixant l'entrée en vigueur des articles 31 à 33 du décret du 21 décembre 1990 relatif à la politique administrative. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 55 du 19 mars 1991, dans le texte néerlandais et le texte français, à la page 5569, dans l'intitulé et dans le préambule de l'arrêté susmentionné, la date du décret relatif à la politique administrative doit être remplacée par 12 décembre 1990.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES ET MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 1140

4 MARS 1991. — Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne, conclu à Namur le 17 novembre 1990

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne et conclu à Namur le 17 novembre 1990 entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif de la Région wallonne est approuvé.

Art. 2. L'Etablissement communique annuellement à l'Exécutif de la Communauté française, avant le 15 mars, un rapport relatif à l'application de l'accord de coopération durant l'année précédente.

Ce rapport est communiqué par l'Exécutif de la Communauté française au Conseil de la Communauté française pour le 1^{er} avril au plus tard.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 4 mars 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

ACCORD DE COOPERATION RELATIF A L'EXERCICE CONJOINT DE COMPETENCES
PAR LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET LA REGION WALLONNE

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 9 et 92bis;

Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — N° 171 : n°1. Projet de décret; n° 2. Rapport; n° 3. Amendement.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 8 février 1991. — Adoption. Séance du 20 février 1991.

Considérant que l'intention du législateur spécial était de réaliser une répartition cohérente des attributions entre Régions et Communautés, par la création de blocs de compétences homogènes;

Considérant qu'afin de pallier les problèmes posés par l'exercice de compétences connexes et de permettre le fonctionnement efficace des institutions nouvelles, le législateur a prévu la création d'un mécanisme de collaboration sous la forme de la conclusion d'accords de coopération;

Considérant qu'il paraît opportun de conclure des accords de coopération pour organiser la gestion de matières connexes;

Considérant que l'article 4, 10°, de la loi spéciale fait du tourisme une matière culturelle, alors que l'article 6, § 1^{er}, I et VI, de cette même loi confie l'aménagement du territoire et la politique économique aux Régions;

Considérant que l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale fait de la politique sociale une matière personnalisable, alors que l'article 6, § 1^{er}, VIII, confie la compétence sur les pouvoirs subordonnés aux Régions;

Considérant que l'article 59 bis de la Constitution fait de l'enseignement et, par là, des transports scolaires une matière communautaire, alors que l'article 6, § 1^{er}, X, confie la compétence en matière de transports aux Régions;

La Communauté française, représentée par son Exécutif,

et

la Région wallonne, représentée par son Exécutif,

ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Communauté française et la Région wallonne exercent conjointement les compétences suivantes par l'intermédiaire d'un établissement ci-après dénommé « l'Etablissement » :

— la tutelle sur les centres publics d'aide sociale telle que définie à l'article 5, § 1^{er}, II, 2° de la loi spéciale et telle qu'exercée par la Communauté française dans le cadre de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

— le tourisme tel que défini à l'article 4, 10° de la loi spéciale à l'exception de la promotion des loisirs ainsi que de l'Office de promotion du tourisme;

— le transport scolaire tel que défini à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisée par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du Transport scolaire et les services internes de l'Enseignement tels qu'organisés à ce jour au bénéfice de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 2. L'Etablissement confie la gestion du transport scolaire tel que défini à l'article 1^{er} à la SRWT ou aux sociétés d'exploitation prévues au décret du 21 décembre 1989 relatif aux Services de Transport public de personnes en Région wallonne.

Art. 3. L'Etablissement est doté de la personnalité juridique.

Art. 4. L'Etablissement est constitué de six membres désignés par leur Exécutif respectif, quatre ministres membres de l'Exécutif régional wallon et deux ministres membres de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 5. L'Etablissement délibère collégalement selon la procédure du consensus telle que prévue à l'article 69 de la loi spéciale, chaque partie à l'accord étant représentée.

Art. 6. L'Etablissement émet un avis sur tout avant-projet de décret et tout projet d'arrêté relatifs aux matières visées à l'article 1^{er}. Les avis et propositions sont transmis à l'Exécutif concerné.

Art. 7. L'Etablissement fixe son règlement d'ordre intérieur et organise les délégations en son sein.

Art. 8. L'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon transfèrent à l'Etablissement les budgets consacrés aux matières visées à l'article 1^{er}. Ce budget est annexé aux budgets de la Communauté française et de la Région wallonne.

Art. 9. L'Exécutif de la Communauté française met à la disposition de l'Etablissement ou de la SRWT et des sociétés d'exploitation le personnel nécessaire à l'exercice des compétences visées à l'article 1^{er}.

Les agents mis à la disposition de l'Etablissement ou de la SRWT et des sociétés d'exploitation relèvent administrativement et hiérarchiquement de leur administration d'origine.

Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle de l'Etablissement ou de la SRWT et des sociétés d'exploitation.

Ils conservent leurs qualité, grade, ancienneté administrative et pécuniaire.

Les frais de personnel et de fonctionnement sont supportés directement par le budget de la Communauté française.

Art. 10. L'Exécutif de la Communauté française met à la disposition de l'Etablissement les biens et les infrastructures nécessaires à l'exercice des compétences visées à l'article 1^{er}.

La Communauté française conserve la propriété de son patrimoine, à l'exception de son parc de véhicules affecté au ramassage scolaire et aux services internes.

Art. 11. Le présent accord est conclu pour une durée d'un an prenant cours le 1^{er} janvier 1991. Il est de plein droit tacitement renouvelé s'il n'est dénoncé trois mois francs avant la date de son expiration.

Namur, le 17 novembre 1990.

Pour l'Exécutif régional wallon,

B. ANSELME
A. DALEM
A. VAN DER BIEST
E. HISMANS
A. LIENARD
G. LUTGEN
A. BAUDSON

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX
J.-P. GRAFE
Y. YLIEFF
F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN EN MINISTERIE VAN ONDERWIJS,
ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 1140

4 MAART 1991. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gesloten te Namen op 17 november 1990

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen Brussel, 4 maart 1991.

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, te Namen op 17 november 1990 gesloten tussen de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Instelling deelt jaarlijks, vóór 15 maart, aan de Executieve van de Franse Gemeenschap een verslag over de toepassing van het samenwerkingsakkoord gedurende het vorige jaar mede.

Dit verslag wordt door de Executieve van de Franse Gemeenschap aan de Raad van de Franse Gemeenschap voor uiterlijk 1 april medegedeeld.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1991.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 maart 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport,
Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

SAMENWERKINGSKOOORD BETREFFENDE HET GEZAMENLIJK UITOEFENEN
VAN BEVOEGDHEDEN DOOR DE FRANSE GEMEENSCHAP EN HET WAALSE GEWEST

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op de artikelen 9 en 92bis;

Overwegende dat de bedoeling van de bijzondere wetgever was te komen tot een coherente verdeling van de bevoegdheden over de Gewesten en Gemeenschappen, door homogene bevoegdheden uit te stippelen;

Overwegende dat de wetgever, om de problemen op te lossen die voortvloeien uit de uitoefening van aanverwante bevoegdheden en om de efficiënte werking van de nieuwe instellingen mogelijk te maken, heeft voorzien in de oprichting van een medewerkingsmechanisme dat bestaat in het sluiten van samenwerkingsakkoorden;

Overwegende dat het opportuun lijkt samenwerkingsakkoorden te sluiten om het beheer van aanverwante aangelegenheden te organiseren;

Overwegende dat het toerisme, krachtens artikel 4, 10°, van de bijzondere wet, een culturele aangelegenheid is, terwijl de ruimtelijke ordening en het economisch beleid, krachtens artikel 6, § 1, I en VI, van diezelfde wet, aan de Gewesten toegewezen zijn;

Overwegende dat het sociaal beleid, krachtens artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, een persoonsgebonden aangelegenheid is, terwijl de bevoegdheid voor de ondergeschikte besturen, krachtens artikel 6, § 1, VIII, aan de Gewesten toegewezen is;

Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. — Nr. 171 : nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 2. Verslag. — Nr. 3. Amendement.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 8 februari 1991. — Aanneming. Vergadering van 20 februari 1991.

Overwegende dat het onderwijs, en bijgevolg ook het leerlingenvervoer, krachtens artikel 59 *bis* van de Grondwet, een gemeenschapsaangelegenheid is, terwijl de bevoegdheid inzake vervoer, krachtens artikel 6, § 1, X, aan de Gewesten toegewezen is,

zijn
de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Executieve,
en
het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Executieve,
overeengekomen als volgt :

Artikel 1. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest oefenen gezamenlijk de volgende bevoegdheden uit door bemiddeling van een instelling, hierna « de Instelling » genoemd :

— het toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals het bepaald is in artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, en zoals het door de Franse Gemeenschap wordt uitgeoefend in het kader van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

— het toerisme, zoals bepaald in artikel 4, 10°, van de bijzondere wet, met uitzondering van de bevordering van de vrijetijdsbesteding en van de « Office de Promotion du Tourisme » (Dienst voor Bevordering van het Toerisme van de Franse Gemeenschap);

— het leerlingenvervoer, zoals het bepaald is in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en zoals het georganiseerd is bij de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor leerlingenvervoer, en de interne onderwijsdiensten, zoals die thans georganiseerd zijn ten behoeve van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs.

Art. 2. De Instelling wijst het beheer van het leerlingenvervoer bedoeld in artikel 1 toe aan de « S.R.W.T. » of aan de exploitatiemaatschappijen bedoeld bij het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het Openbaar Vervoer in het Waalse Gewest.

Art. 3. De Instelling bezit rechtspersoonlijkheid.

Art. 4. De Instelling is samengesteld uit zes leden, aangewezen door hun respectievelijke Executieven, vier Ministers, lid van de Waalse Gewestexecutieve, en twee Ministers, lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Art. 5. De Instelling beraadslaagt collegiaal volgens de procedure van de consensus bedoeld in artikel 69 van de bijzondere wet, waarbij elke partij die het akkoord heeft ondertekend, vertegenwoordigd is.

Art. 6. De Instelling brengt een advies uit over elk voorontwerp van decreet en elk ontwerp van besluit betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 1. De adviezen en voorstellen worden aan de betrokken Executieve medegedeeld.

Art. 7. De Instelling stelt haar huishoudelijk reglement vast en organiseert de delegaties in haar midden.

Art. 8. De Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve dragen naar de Instelling de geldmiddelen over die bestemd zijn voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 1. De begroting van die geldmiddelen wordt gevoegd bij de begroting van de Franse Gemeenschap en bij de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 9. De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt het personeel dat noodzakelijk is voor de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 1 ter beschikking van de Instelling of van de « S.R.W.T. » en de exploitatiemaatschappijen.

De personeelsleden die ter beschikking van de Instelling of van de « S.R.W.T. » en de exploitatiemaatschappijen worden gesteld, ressorteren administratief en hiërarchisch onder hun administratie van herkomst.

Functioneel staan ze onder het gezag van de Instelling of de « S.R.W.T. » en de exploitatiemaatschappijen.

Ze behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

De personeels- en werkingskosten zijn rechtstreeks ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt de goederen en infrastructuren die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de bij artikel 1 bedoelde bevoegdheden ter beschikking van de Instelling.

De Franse Gemeenschap behoudt het recht van eigendom op haar patrimonium, met uitzondering van haar voertuigen die bestemd zijn voor het leerlingenvervoer en de interne diensten.

Art. 11. Dit akkoord wordt gesloten voor een periode van één jaar met ingang van 1 januari 1991. Het wordt van rechtswege stilzwijgend verlengd indien het niet drie volle maanden vóór de datum waarop het verstrijkt, wordt opgezegd.

Namen, 17 november 1990.

Voor de Waalse Gewestexecutieve,

B. ANSELME
A. DALEM
A. VAN DER BIEST
E. HISMANS
A. LIENARD
G. LUTGEN
A. BAUDSON

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,

V. FEAUX
J.-P. GRAFE
Y. YLIEFF
F. GUILLAUME